

« On va avoir du sang sur les mains » : le scandale des interprètes afghans abandonnés par la France

Depuis la chute de Kaboul, la France n'a évacué qu'une vingtaine de ses ex-auxiliaires qui l'avaient servie souvent au péril de leur vie. L'arrêt du pont aérien signe la mort de dizaines d'entre eux.

Par [Jean-Baptiste Naudet](#)

L'OBS. Publié le [28 août 2021 à 09h00](#) Mis à jour le 28 août 2021 à 10h18



En août 2011, dans la province de la Kapisa (est de l'Afghanistan), un chef de section du 8 RPIMA, accompagné d'un interprète afghan, recueille des informations auprès du chef de village. (Photo by Nicolas José / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP) (NICOLAS JOSE / Hans Lucas via AFP)

□ □

C'est un déshonneur pour la République, une honte française : la tragique histoire d'une trahison, celle des supplétifs afghans de l'armée française, abandonnés à leur sort, livrés aux talibans. C'est-à-dire, sans doute, à la mort. Après [la chute de Kaboul, tombée le 15 août](#) aux mains de ces islamistes, l'armée n'a évacué qu'une vingtaine de ses ex-auxiliaires afghans. Près de 150 autres, qui voulaient partir avec leurs familles, ont été laissés sur place lorsque le pont aérien s'est arrêté, le 27 août. Et ce malgré [l'engagement solennel d'Emmanuel Macron de « protéger ceux qui ont travaillé pour la France »](#). Beaucoup seront sans doute arrêtés, suppliciés, exécutés sommairement.

Les autorités ont-elles été prises de court par la chute soudaine de Kaboul ? En réalité, la France n'a pas d'excuses. Cela fait si longtemps qu'elle s'y prend volontairement trop tard. Elle a eu près de dix ans pour rapatrier ceux qui l'ont servie, souvent au péril de leur vie. Elle ne pouvait ignorer que ces personnels civils de recrutement local (PCRL) ont été catalogués par les talibans comme « traîtres », « apostats » au service des « infidèles ». Bref, des « collabos » à éliminer. Déjà, dans Kaboul, listes de noms en main, les islamistes enturbannés

armés de kalachnikovs font du porte-à-porte pour débusquer ces « renégats ». Les ex-PCRL se terrent. Car personne ne croit une seconde aux promesses d'amnistie générale des talibans.

Beaucoup ont vu leur dossier refusé par Paris

Tout commence en 2001, lorsque la France participe à la Force internationale d'Assistance à la Sécurité (Fias), la force de l'OTAN qui a pour mission de chasser les talibans du pouvoir et de traquer leurs alliés d'Al-Qaida, responsables des attentats du 11 septembre 2001. En près de treize ans, jusqu'au retrait français de 2014, quelque 70 000 militaires français sont déployés, et des auxiliaires afghans embauchés. Longtemps le nombre de ces derniers n'était pas connu, le ministère de la Défense ayant « *égaré les contrats* ». Il a fallu [une mission parlementaire en 2021](#) pour obtenir un chiffre : 1 067 contrats. Près de la moitié des PCRL sont des interprètes, des *tarjuman* en dari – variante afghane du persan. Certains vont même jusqu'à porter les armes. Depuis le retrait français de Kaboul il y a près de dix ans, seuls 222 ex-PCRL et leurs familles, soit 800 personnes au total, ont été évacués vers Paris, en trois vagues selon Florence Parly, la ministre des Armées. Pourquoi une si petite proportion ? Certains n'avaient pas fait de demande de départ. Mais surtout, beaucoup ont vu leur dossier tout simplement refusé par Paris.

Lorsque la France décide de quitter l'Afghanistan, elle adopte vis-à-vis de ses supplétifs la même attitude d'indifférence qui, cinquante ans auparavant, avait mené au [massacre de dizaines de milliers de harkis](#) lors de l'indépendance de l'Algérie. Au lieu de mettre tous ses *tarjuman* à l'abri, elle se livre à un « tri » sévère, sur la base de critères mal définis, subjectifs, discutables et finalement arbitraires : des considérations sécuritaires, des critères d'assimilabilité, mais aussi, de façon implicite, le degré de « pratique religieuse ». Les autorités françaises soupçonnent le plus souvent leurs employés afghans de liens avec les islamistes. Elles nient la réalité du danger qu'ils courent, jugent les risques « *insuffisants* » pour justifier une évacuation, ou « *non prouvés* » voire « *inventés* ». Absurdité du système : le seul moyen pour les ex-PCRL de prouver qu'ils sont en danger de mort, serait... d'être tués. Le ministère de la Défense semble craindre de créer un précédent juridique qui l'obligerait à protéger toutes ses recrues locales sur les prochains théâtres de conflits. Aujourd'hui, pas moins de 3 600 auxiliaires sont employés par l'armée française, au Sahel notamment.

Ils menacent, attaquent, enlèvent et tuent...

A Kaboul, les talibans, qui ont depuis longtemps infiltré la capitale, ne font pas dans la nuance. Ils n'attendent pas que la bureaucratie française ait terminé son travail pour faire leur : ils menacent, ils attaquent, ils enlèvent, ils tuent. Abdoul, marié, père de deux fillettes de 3 ans et 1 an, traducteur pendant plus de dix ans pour l'armée française, nous avait raconté au téléphone en 2015 sa vie de cauchemar à Kaboul : coups de téléphone anonymes, menaces permanentes. Un matin, il a même trouvé un tract des talibans cloué sur sa porte :

« Tu es un infidèle, un traître, tu as travaillé pour l'armée française. Ta mort sera notre fierté. »

L'ambassade de France lui avait refusé un visa. Alors il vivait enfermé, et avait déménagé sept fois dans les derniers mois. Un de ses amis, Aziz, qui avait travaillé six ans pour l'armée française, a été enlevé et décapité. Un autre a été kidnappé, porté disparu. En octobre 2018, [Qader Daudzai, ancien auxiliaire français](#), dont le rapatriement avait été refusé au nom de la

« sécurité nationale », a été tué à Kaboul dans un attentat taliban à la bombe, alors qu'il était observateur électoral. En juin 2021, [l'auxiliaire Abdoul Basir Jan](#), 33 ans, père de cinq enfants, a été tué par les talibans dans la province de Wardak après avoir été roué de coups. Quelques jours plus tôt, sa demande de visa avait été refusée pour la troisième fois par la France. Le Conseil d'Etat avait jugé que son rapatriement n'était pas urgent, les menaces reçues n'étant ni « réelles » ni « sérieuses ». Beaucoup d'interprètes ont pris la fuite. Certains partent en exil dans un pays voisin, tentent de rejoindre l'Europe. D'autres se terrent en Afghanistan.

« *Les menaces et les risques pour leurs vies ne sont pas hypothétiques, mais bien réels* », avait protesté un collectif d'avocats. Pourtant, jusqu'en 2015, la France n'avait rapatrié que 74 de ces auxiliaires. Après de nombreuses manifestations de *tarjuman* devant l'ambassade de France à Kaboul, et grâce à l'action de l'Association des Anciens Auxiliaires afghans de l'Armée française, quelque 100 PCRL supplémentaires ont alors obtenu un visa. Mais plus de 600 sont restés sur le carreau. Nombre d'entre eux étaient toujours menacés de représailles en raison de leur engagement aux côtés des forces françaises. Avec la chute de Kaboul, leur heure va sonner.



Le 26 août 2021, des réfugiés venant d'Afghanistan devant un avion de transport militaire français A400M sur la base aérienne d'Al Dhafra, près d'Abu Dhabi.

Les autorités françaises assument de faire du « *cas par cas* », de refuser « *l'accueil automatique* ». Elles parlent de « *sécurité* », d'une nécessaire « *procédure d'insertion* » en France. En réalité, elles semblent avoir tout fait pour rapatrier le moins de personnes possible. Certains *tarjuman* ont dû décrocher des décisions de justice pour pouvoir enfin trouver refuge en France. Les responsables politiques comme la presse ont fait preuve d'une assez grande indifférence à leur sort. Les journalistes [Quentin Müller et Brice Andlauer ont beau avoir décrit leur sort dans un livre](#), et la sénatrice UDI [Nathalie Goulet dénoncer un naufrage moral en déclarant sur la chaîne Public Sénat](#) :

« *Les interprètes afghans de l'armée française, c'est comme les harkis, on les a vraiment abandonnés. On va avoir du sang sur les mains. C'est une trahison française.* »

Rien n'a pu arrêter cette infamie.